

Madagascar

Partager [http://addthis.com/bookmark.php?v=250]

[http://www.addthis.com/bookmark.php?v=250&winname=addthis&pub=oeecddevelopmentcentre&source=tbx-250&lng=fr&s=facebook&url=http%3A%2F%2Fwww.africaneconomicoutlook.org%2Ffr%2Fcountries%2Fsouthern-africa%2Fmadagascar%2F&title=Madagascar%20-%20Perspectives%20%C3%A9conomiques%20en%20Afrique&ate=AT-oeecddevelopmentcentre/-/-/4ccee1d62f9a67e1/1&sms_ss=1&at_xt=1&CXNID=2000001.5215456080540439074NXC&pre=http%3A%2F%2Fwww.africaneconomicoutlook.org%2Ffr%2Fcountries%2F&tt=0]

[http://www.addthis.com/bookmark.php?v=250&winname=addthis&pub=oeecddevelopmentcentre&source=tbx-250&lng=fr&s=googlebuzz&url=http%3A%2F%2Fwww.africaneconomicoutlook.org%2Ffr%2Fcountries%2Fsouthern-africa%2Fmadagascar%2F&title=Madagascar%20-%20Perspectives%20%C3%A9conomiques%20en%20Afrique&ate=AT-oeecddevelopmentcentre/-/-/4ccee1d62f9a67e1/2&sms_ss=1&at_xt=1&CXNID=2000001.5215456080540439074NXC&pre=http%3A%2F%2Fwww.africaneconomicoutlook.org%2Ffr%2Fcountries%2F&tt=0]

[http://www.addthis.com/bookmark.php?v=250&winname=addthis&pub=oeecddevelopmentcentre&source=tbx-250&lng=fr&s=linkedin&url=http%3A%2F%2Fwww.africaneconomicoutlook.org%2Ffr%2Fcountries%2Fsouthern-africa%2Fmadagascar%2F&title=Madagascar%20-%20Perspectives%20%C3%A9conomiques%20en%20Afrique&ate=AT-oeecddevelopmentcentre/-/-/4ccee1d62f9a67e1/3&sms_ss=1&at_xt=1&CXNID=2000001.5215456080540439074NXC&pre=http%3A%2F%2Fwww.africaneconomicoutlook.org%2Ffr%2Fcountries%2F&tt=0]

J'aime

15

Vue d'ensemble

L'année 2009 a été marquée par une nouvelle et profonde crise politique, dont les conséquences néfastes ont amplifié celles de la crise financière mondiale : le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) pour 2009 est négatif, à -4.5 %. Le changement de pouvoir, considéré comme non démocratique, a été condamné par la communauté internationale et l'aide extérieure a en partie été gelée. Or, la croissance est principalement tirée par les investissements publics, eux-mêmes financés par les ressources extérieures. Le pays est donc très dépendant de l'aide et les perspectives pour 2010 et 2011 sont par conséquent largement conditionnées à la capacité du pays à sortir de la crise politique. Mais, même dans l'hypothèse d'une normalisation rapide de la situation politique, la croissance devrait rester négative en 2010. En effet, les moteurs de croissance, tels que le tourisme et le bâtiment et les travaux publics (BTP), sont particulièrement sensibles à la crise. En outre, le tarissement des financements pour subventionner une « révolution verte » pourrait avoir des conséquences négatives sur la production agricole.

La faible capacité de mobilisation des ressources domestiques n'a pas permis de prendre le relais de l'aide extérieure et l'État a dû mener une politique budgétaire restrictive pour éviter de creuser le déficit et d'exercer une trop grande pression inflationniste. Le financement des projets de développement, notamment dans les secteurs sociaux, a donc été fortement contraint. Pour autant, le pays a continué d'honorer ses obligations au titre du service de sa dette extérieure, évitant ainsi les sanctions internationales. Parallèlement, la banque centrale s'est efforcée de lutter contre l'inflation, notamment en intervenant sur le marché des changes pour éviter une trop forte dépréciation de la monnaie nationale, tout en soutenant l'économie déjà mise à mal. Bien que le déficit commercial se soit réduit, du fait d'une diminution plus forte des importations que des exportations, la balance globale est devenue déficitaire, en raison de la diminution des flux d'investissements directs étrangers (IDE) et d'aide extérieure.

La crise politique a fortement affecté le secteur privé. Les entreprises ont tout d'abord été sinistrées par les pillages, au commencement de la crise, puis leur activité a été largement entravée par la période d'insécurité qui a suivi. Enfin, la diminution des financements extérieurs et la condamnation du gouvernement par les partenaires commerciaux ont réduit leurs débouchés. La suspension des accords passés avec les États-Unis au titre de la loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (Agoa) devrait ainsi réduire de 20 % la production du secteur textile. Conséquence sociale de ces difficultés économiques, le chômage est en forte hausse, surtout dans les centres urbains.

La dépendance aux ressources extérieures pour le financement de la stratégie de

développement est en partie liée au fait que les capacités de mobilisation des ressources fiscales du pays demeurent limitées. En effet, le taux d'imposition est l'un des plus faibles du continent africain. Pour tenter de remédier à cela, le pays s'est engagé, depuis 2007, dans une vaste réforme du système fiscal qui vise non seulement à rendre le système d'imposition plus simple et plus transparent, mais également à rendre l'administration fiscale plus performante et à lutter plus activement contre la fraude et la corruption. Cet accroissement des capacités de mobilisation est une nécessité, compte tenu du fait que plus de la moitié des ressources fiscales sont prélevées sur le commerce extérieur, alors que le pays est engagé dans un processus de libéralisation commerciale avec ses partenaires dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), d'une part, et des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE), d'autre part.

Les efforts pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont également été affectés négativement par la crise et, bien que les données ne soient pas encore disponibles, une partie des progrès accomplis ces dernières années a sans doute été perdue, notamment en matière de lutte contre la pauvreté, de scolarisation et de santé. La stratégie de lutte contre la pauvreté (*Madagascar Action Plan* ou MAP) a d'ailleurs été abandonnée après le changement de régime, sans être remplacée.

Unable to load http://stats.oecd.org/RestSDMX/sdmx.ashx/GetKeyFamily/AEO_CNOTES_FIG1_SOUTHAFRICA

Sources :

Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

<http://dx.doi.org/10.1787/870834467176> [<http://dx.doi.org/10.1787/870834467176>] StatLink 

Unable to load http://stats.oecd.org/RestSDMX/sdmx.ashx/GetKeyFamily/AEO_CN_TAB1_MACROECONOMIC_INDICATORS

Sources :

Données de l'INSTAT ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2009 : estimations; 2010 et années suivantes : prévisions

<http://dx.doi.org/10.1787/877682370665> [<http://dx.doi.org/10.1787/877682370665>] StatLink 